

conclusion

Comment faire la synthèse en quelques lignes du contenu des articles de ce numéro et des réflexions des participants à la table ronde, sans risquer de tomber dans de confuses banalités ? Ce danger nous paraissait si réel au départ que nous avons envisagé de laisser à chaque lecteur le soin de tirer ses propres conclusions.

En fait, les conclusions sont claires, nettes et quasiment unanimes. Sans descendre dans le détail nous croyons pouvoir retenir trois idées fondamentales.

Au plan technique, toutes les nouveautés ont, pendant plus d'un siècle, été orientées vers la recherche d'une production ligneuse accrue. Ce stade doit être considéré comme dépassé. *Il ne suffit pas de produire davantage : l'essentiel est, maintenant, de produire moins cher.* On ne peut pas vendre à perte et se rattraper sur la quantité.

Cette constatation comporte plusieurs conséquences.

Il y a là, d'abord, le motif d'une impulsion et peut-être d'une orientation nouvelles à donner à la recherche forestière et aux études techniques. La minimisation des coûts de production et de récolte n'est pas un objectif aisé à atteindre et surtout c'est une tentative qui s'appuie sur des données biologiques variables dans l'espace et sur des contraintes économiques et sociales éminemment changeantes dans le temps. Le programme de travail est vaste et doit être, en permanence, remis sur le chantier pour que les résultats acquis restent actuels.

Au surplus, produire moins cher n'est pas forcément la meilleure solution financière pour le propriétaire. L'idéal étant, pour lui, d'augmenter sa marge bénéficiaire, il peut être conduit à rechercher une production plus onéreuse mais, finalement, plus rémunératrice. Il doit donc être en mesure, à chaque instant, de déterminer ce qui, dans son cas particulier, est l'objectif le meilleur et cela suppose l'existence de tables de production quantitatives, qualitatives et surtout régionalement chiffrées. Il doit aussi pouvoir effectuer, sans risques pour son patrimoine, d'inévitables et parfois brusques changements de cap, et cela suppose l'élaboration de recettes sûres.

Il faut aussi une fois pour toutes démystifier les expressions " sylviculture extensive " et " sylviculture intensive ". Incorporer toujours davantage de travail, investir de plus en plus est peut-être synonyme de gestion intensive. Mais gestion intensive ne signifie plus toujours, aujourd'hui, gestion rentable. Il n'y a donc pas à rougir de faire choix d'une gestion extensive, d'une gestion " à l'économie ", si telle est la solution la plus avantageuse.

Enfin, et peut-être surtout, tous les propriétaires doivent savoir que cette documentation technique et économique contient les éléments d'un choix qui est vital pour l'avenir de leur forêt. Il est bien passé, le temps où le simple bon sens suffisait pour

asseoir une gestion forestière. Il s'agit maintenant de connaître prix de revient et bilans, et de se tenir constamment informé pour être prêt à mettre en œuvre des techniques nouvelles ou à orienter sa production vers d'autres objectifs. L'ignorance et l'immobilisme n'ont jamais été garants de succès : ils impliquent, aujourd'hui une certitude d'échec.

La forêt a toujours eu des rôles et des utilités multiples. L'importance relative de ces utilités diverses s'est, en apparence, modifiée profondément depuis quelques années. Forêt loisir, équilibre biologique, forêt-réserve d'eau, sont des notions, anciennes certes, mais dont nos contemporains ont découvert la réalité profonde.

Cette évolution n'a en rien modifié l'axiome fondamental selon lequel sous nos climats, tout au moins, " la forêt ne pousse pas toute seule ". La gestion forestière, quel que soit son objet, conduit peu ou prou à des dépenses et dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être compensées que par des recettes nées d'une production ligneuse.

Fort heureusement cette production est assurée de conserver ses débouchés, dans la mesure cependant où les prix de revient ne susciteront pas de produits de remplacement. Fort heureusement aussi, il n'y a pas antagonisme obligé entre le rôle de production et les autres rôles de la forêt.

Il importe donc de ne jamais sacrifier la production : c'est elle qui, pour longtemps encore, conditionnera le financement des interventions sans lesquelles la forêt, au sens que nous attachons à ce mot, cesserait d'exister.

Adapter la forêt aux besoins de l'homme de la fin du XX^e siècle permettre au propriétaire une marge bénéficiaire aussi large que faire se peut, tels sont les impératifs de la sylviculture d'aujourd'hui et de demain.

Mais ne nous leurrions pas. Les techniques les plus élaborées, les analyses économiques les plus fines ne sauraient, à elles seules, y parvenir. Il subsiste trop de goulots d'étranglement (structures foncières, commerciales ou industrielles défavorables, fiscalité aberrante, valeur surfaite des terrains nus, etc.) qui bloquent et bloqueront irrémédiablement tout progrès véritable.

La carence en un seul élément minéral suffit à ôter toute efficacité à un apport d'engrais. Il en est de même ici et c'est seulement dans le cadre d'une politique forestière cohérente qu'une amélioration réelle peut être espérée.

Il y a maintenant dix ans certains spécialistes se posaient la question : " La France a-t-elle une politique forestière " ? Pourquoi cacher que cette interrogation est demeurée d'une brûlante actualité ? Mais aujourd'hui ce ne sont plus seulement les spécialistes qui attendent la réponse...

P. COCHET - J. PARDE.